

HÔPITAUX
Manque
de personnel
et fermetures
de lits

page 10

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Unité
ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyte)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1774 - 26 juillet 2002 - prix : 1 €

**Pendant les vacances
les mauvais coups
du gouvernement
continuent**

p. 3

Israël-Palestine

**Le
terrorisme
d'Etat
à l'œuvre**

p. 7

Scandales financiers, corruption, malversations :

**Le fonctionnement naturel
du capitalisme**

p. 12



Sommaire

Leur société

p 2 ■ Contrats-jeunes : les sénateurs en rajoutent

■ Vacances et loisirs : l'envers du décor

p 4 ■ Lyon : les sans-papiers délogés

■ Une justice de plus en plus expéditive

■ Tours : demandeurs d'asile à la rue

P 5 ■ Intervention des G.I.R à Nanterre et démagogie sécuritaire

■ Lille-sud et Dammarie-lès-Lys : les habitants victimes de l'insécurité... policière

p 11 ■ Gens du voyage : le racisme de la droite

P 12 ■ Bourses : plus dure sera la chute

■ Scandales financiers, corruption, malversations : le fonctionnement naturel du capitalisme

Dans le monde

p 6 ■ États-Unis : avec la chute de la Bourse, les retraites complémentaires mises à mal

■ États-Unis : Bush le moralisateur, compromis jusqu'au cou

p 7 ■ Israël-Palestine : le terrorisme d'État à l'œuvre

■ Angola : les arrangements de l'impérialisme français

■ Guerre du Golfe : une sale guerre

■ Chirac-Poutine : comme larrons en foire

Dans les entreprises

p 8 ■ Matra-Automobile (Romorantin)

■ Raffinerie de Normandie (Le Havre)

■ Axa-assurances

p 9 ■ EDF-GDF

■ France-Télécom

■ Groupe hôtelier Arcade-Accor

p 10 ■ Hôpitaux : il faudrait embaucher

■ CHU Clermont-Ferrand

p 11 ■ Aventis

■ Cherbourg

Tribune

p 4 ■ Remboursez !

Contrats-jeunes : LES SÉNATEURS EN RAJOUTENT

Le 17 juillet, le Sénat examinait le projet de loi sur les contrats-jeunes. Il a adopté un amendement étendant les contrats-jeunes aux entreprises de plus de 250 salariés. Le gouvernement a repris cet amendement à son compte.

Ainsi, en cas d'embauche de contrats-jeunes, même les plus grandes entreprises bénéficieront de l'exonération de charges sociales patronales, totale pendant deux ans, à 50 % la troisième année. C'est un plus pour les grands groupes industriels, même si beaucoup d'entre eux sont déjà subdivisés en établissements plus petits, y compris sur un même site, ou plus simplement contrôlent directement ou indirectement une multitude de sociétés.

Mais le Sénat a tenu à imposer un amendement « social » : pour entraîner l'exonération des charges sociales, le contrat doit correspondre au minimum à un mi-temps, contrairement à la situation antérieure où n'importe quel temps partiel suffisait.

De plus, les sénateurs de droite ont tenu à remplacer l'expression « exonération de charges » par « soutien de l'État ». Ils trouvent sans doute

que cela sonne plus positif, moins assisté.

Le ministre du Travail, Fillon, sait quant à lui qu'il brosse le patronat dans le sens du poil quand il déclare : « C'est une première étape vers un allègement général du coût du travail. ».

Mais personne ne peut dire si ce super-cadeau au patronat va recevoir l'accueil que le gouvernement souhaite, ne serait-ce que parce que bien des patrons ne veulent pas embaucher en CDD, comme le prévoient pour l'instant les contrats-jeunes. Mais tels qu'ils sont, ces contrats sont bien alléchants, ne serait-ce que parce qu'ils permettent aux patrons de supprimer des emplois non aidés pour les remplacer par d'autres, qui leur coûteront moins cher.

Le gouvernement Raffarin, en dehors de faire de la démagogie sur l'emploi des jeunes, fait comme ses prédécesseurs de gauche, il ouvre la boîte aux subventions, en sachant que le problème du chômage des jeunes comme de tous les salariés reste entier.

Vincent GELAS

Vieux-Mesnil (Nord)

IL N'Y A PAS QUE L’AFFICHAGE QUI EST SAUVAGE

Lors de la campagne électorale, des habitants de la commune avaient apposé des affiches de Lutte Ouvrière sur les murs de leurs propres maisons. La campagne achevée, n'ayant pas changé d'idées, ils ne les ont pas enlevées.

Voilà qui ne plaît pas au maire de Vieux-Mesnil, qui

trouve que cela nuit à l'image du village... à la différence sans doute des inscriptions « FN » qui ornent les panneaux routiers depuis des mois. En plus ce monsieur s'adresse à ses administrés de façon différente selon leur catégorie sociale : à l'enseignant, il demande par écrit

Vacances et loisirs :

L'ENVERS DU DÉCOR

L'opération Paris-Plage lancée à grand renfort de publicité par la municipalité de Paris a connu un franc succès avec des dizaines de milliers de promeneurs, Parisiens et touristes, qui ont déambulé sur la voie sur berges fermée à la circulation et aménagée en mini-station balnéaire.

Depuis quelques années se multiplient partout des animations, des fêtes, des festivals... Partout ces manifestations rencontrent le succès.

Bref, pour tout ce qui touche au tourisme et à certaines formes de loisirs, les autorités font des efforts.

Mais cette bonne santé affichée masque une autre réalité : une partie importante de la population est toujours laissée pour compte. Selon une enquête publiée par le ministère du Tourisme, le nombre de Français de plus de quinze ans qui voyagent est en recul, passant de 74,9 % en 1998 à 72,7 % en 2000. Et ces chiffres incluent tous les déplacements, même de courte durée, dans la famille ou chez des amis. D'autres statistiques indiquent que 40 % des Français ne partent pas en vacances.

De son côté, le Secours Populaire Français estime que près de 3 millions d'enfants et de jeunes (environ un sur trois) ne quittent pas leur environnement, marqué par la pauvreté et les problèmes sociaux.

C'est à cette aune qu'il faut aussi apprécier les initiatives qui sont prises pour multiplier les événements festifs. Car même si certains sont de qualité, ils s'adressent avant tout à ceux qui ont les moyens culturels et financiers d'y participer. Pour les autres, pour les habitants des quartiers populaires en particulier, les moyens et les efforts sont en recul.

Le nombre d'enfants qui partent en colonies de vacances aussi en régression, parce qu'au cours des années récentes les municipalités comme les Comités d'entreprise ont vendu leurs centres de vacances, parce que les aides de l'État pour les bâtiments ont diminué, et parce que les aides directes des Caisses d'Allocations Familiales pour financer les séjours ont disparu. Résultat : lorsque des colonies sont encore organisées, leur coût est plus important et elles deviennent inaccessibles à de nombreux enfants de milieux défavorisés.

Alors, si la France est le pays qui accueille le plus de touristes au monde, une tout autre politique en matière de vacances serait nécessaire pour que toute la population puisse en profiter vraiment.

Henri MARNIER

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E.mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

La Société d'Éditions de Lutte ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél : 01 48 43 65 58 est une SARL au capital de 7622,45 €(50000 F), durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage 15400 exemplaires. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n°64995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE			
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, voie aérienne	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €
Envois sous pli fermé : tarif sur demande			

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

.

CODE POSTAL et VILLE :

.

COMPLÉMENT D'ADRESSE

.

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,

par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Editorial

Editorial des bulletins
d'entreprise du 22 juillet 2002

PENDANT LES VACANCES LES MAUVAIS COUPS DU GOUVERNEMENT CONTINUENT

■ L'été n'est pas seulement la période des vacances, celle où l'on peut essayer de se refaire une santé après onze mois de travail. C'est aussi le moment que choisissent tous les gouvernements pour faire passer des trains de hausses diverses, en espérant que les congés empêcheront toute réaction populaire.

L'année 2002 n'échappera pas à la règle. La modification de la taxation des produits pétroliers, déjà entrée en vigueur, a entraîné une hausse sensible des carburants. Et ce sera encore bien pire, si le cours du dollar remonte, puisque le prix du pétrole brut est exprimé dans cette monnaie, et que les trusts pétroliers ne manqueront évidemment pas de répercuter une hausse éventuelle des prix d'achat sur les consommateurs.

L'abonnement au téléphone fixe a également augmenté. Et l'on annonce dans la foulée des augmentations de tarifs à la SNCF et à La Poste.

Il faut bien que le gouvernement finance la baisse annoncée de l'impôt sur les revenus, ont dit certains commentateurs à propos de l'augmentation des taxes sur les produits pétroliers. Seulement ceux qui bénéficient de la baisse de l'impôt sur les revenus, et ceux qui sont le plus touchés par les augmentations de prix, ne sont pas les mêmes.

La diminution de 5 % de l'impôt sur les revenus constitue un vrai cadeau pour les plus

riches, qui compensera largement le fait qu'ils paieront le carburant ou le timbre poste plus cher. Ce n'est qu'un tout petit avantage pour les salariés qui gagnent relativement bien leur vie. Et rien du tout pour ceux qui, parce qu'ils gagnent trop peu, ne sont pas assujettis à cet impôt. Mais parmi ceux-là, beaucoup sont obligés d'utiliser leur voiture pour aller travailler, et devront payer plus cher le carburant. Ceux qui prennent les transports en commun verront aussi leur budget transport augmenter. Et finalement, toutes ces mesures du gouvernement Raffarin aboutiront à pressurer les plus pauvres pour faire des cadeaux aux plus riches.

Ce n'est pas nouveau. Raffarin ne fait que continuer la politique menée par tous les gouvernements qui se sont succédé, sous les présidences de Giscard, Mitterrand ou Chirac, et qui aboutit à ce que, dans un des pays les plus industrialisés de la planète, où la quantité de richesses produites n'a pas, globalement, cessé d'augmenter, le niveau de vie de la population laborieuse régresse, et à ce que le nombre de pauvres soit de plus en plus grand.

C'est que ces hommes politiques sont directement au service de la grande bourgeoisie. Ils nous parlent d'intérêt général, mais ils ne défendent que ceux d'une classe sociale, d'une petite minorité de privilégiés, en s'ingéniant à trouver des mesu-

res qui leur permettront d'accroître encore leurs fortunes au détriment de la population laborieuse.

Mais tout cela peut en outre mener l'économie tout entière à la catastrophe. Les craquements du système boursier, le trucage des comptabilités des plus grands groupes financiers, démontrent que le capitalisme est incapable de faire fonctionner l'économie de la manière la plus utile aux hommes. Et il est vital pour la société tout entière que cette économie ne dépende pas seulement des décisions de quelques « managers » au service des plus riches, mais que l'ensemble des producteurs et des consommateurs puissent intervenir sur toutes les décisions qui les concernent.

Alors, si nous profitons de nos vacances pour refaire nos forces, que ce ne soit pas seulement pour pouvoir produire plus de richesses pour nos exploiters à la rentrée. Préparons nous aussi à la riposte nécessaire pour imposer au patronat et aux hommes politiques à son service les mesures que la situation impose contre la spéculation et les licenciements collectifs, la fin du secret bancaire, du secret industriel et du secret commercial, le libre accès de tous les citoyens aux comptes des grandes entreprises et des principaux actionnaires. On verra alors que la société produit suffisamment pour faire vivre correctement tout le monde.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

REMBOURSEZ !

Parmi les séries de l'été, la meilleure n'est sûrement pas celle que nous jouent Chirac et son nouveau gouvernement Raffarin. Ils se donnent pourtant un certain mal pour nous faire croire qu'ils nous réservent un beau cadeau : l'impôt sur le revenu baissera de 5 %, ne dites pas merci ! Chirac se rappellerait-il ses discours sur la « fracture sociale » de 1995 ? En tout cas, il prépare visiblement les mêmes remèdes de charlatan. Parce que cette baisse des impôts n'a rien d'une mesure de justice sociale.

Bien sûr qu'il faudrait baisser les impôts des plus modestes, et pour commencer supprimer la TVA, cette taxe la plus injuste puisque smicards et milliardaires la paient au même taux ! Mais ce n'est pas franchement la politique du nouveau gouvernement. La moitié des foyers, ceux qui ne gagnent même pas assez pour être imposables, ne verront donc pas la couleur de la fameuse baisse d'impôt. Et parmi les autres, les bas salaires n'économiseront que quelques dizaines d'euros par an. Finalement, seuls les gros revenus en profiteront vraiment : 70 % de la ristourne sera empochée par les 10 % des contribuables les plus riches !

Pour les patrons en revanche, la liste des cadeaux n'est pas close. Non seulement le nouveau gouvernement veut aussi baisser l'impôt sur les bénéfices des sociétés, mais il compte encore alléger les charges patronales, et pas qu'un peu. Les entreprises (y compris les plus grosses demande le Sénat) seront exemptées pendant deux ans de charges sociales sur les jeunes non qualifiés âgés de 16 à 22 ans. L'État paiera la différence. Comme d'habitude, cette mesure ne créera aucun emploi ; par contre les patrons devraient encore empocher 650 millions d'euros.

Toute cette générosité finit par coûter cher. Alors Chirac a annoncé dans son discours du 14 juillet qu'« *il faudrait être plus modéré sur d'autres dépenses* ». Pas celles de la police ou de l'armée, bien sûr : pour la démagogie sécuritaire, le gouvernement est prêt à jeter l'argent à la mer, et par exemple un deuxième porte-avions du type du glorieux *Charles-de-Gaulle* est en projet. Non, ce que Chirac voulait dire, puisque l'argent public disparaît dans les poches des riches, c'est qu'il y en aura moins pour les services publics. Et tant pis

pour les hôpitaux surchargés ou les manques d'effectifs dans l'éducation nationale : Alain Lambert, le ministre délégué au budget, annonce une « *diminution nette du nombre de fonctionnaires pour 2003* ». Les employés d'EDF sont particulièrement dans le collimateur : le gouvernement prépare l'ouverture du capital de l'entreprise publique, avec ce que ça signifie de menaces pour ses employés, leur statut et leur retraite.

Les projets d'austérité pour les services publics ne suffisant pas, les tarifs de ceux-ci vont augmenter en rafale. Plus de 4 % de hausse prévue pour le prix de l'électricité ; 9 % pour les tarifs postaux ; à quoi il faut ajouter 3,5 % sur l'abonnement France Télécom, et 4 % sur les prix des carburants avec l'abandon de la « TIPP flottante » qui permettait de modérer le prix à la pompe... Pour la SNCF et la RATP, les augmentations étaient déjà entérinées. Au moment où le gouvernement s'apprête à privatiser 13 entreprises publiques, pour faire rentrer d'autres fonds et équilibrer son budget, et alors que la Bourse s'écroule, il en espère une remontée du prix des actions qu'il s'apprête à mettre sur le marché.

Tant pis si au même moment, en Grande Bretagne où cette politique de privatisation a quelques années d'avance, elle se traduit, après une détérioration sans précédent des services publics comme la santé ou les transports, par une renationalisation et un appel aux fonds de l'État. Du moment que les capitalistes privés se sont rempli les poches au passage !

Malgré les effets d'annonce, on voit que Chirac-Raffarin, après Chirac-Jospin, nous jouent finalement toujours la même version de Robin des Bois à l'envers : voler les pauvres pour donner aux riches. Reste que les travailleurs peuvent leur rendre la monnaie de leur pièce avec une rentrée sociale à la hauteur de leurs attaques. Après tout, en 1995, la grève de novembre-décembre avait obligé Juppé à aller se rhabiller.

Editorial des bulletins d'entreprises l'Étincelle du lundi 22 juillet 2002 de la minorité

Convergences Révolutionnaires n° 22 (juillet-août 2002), bimestriel édité par la Fraction Un dossier : « **Actualiste du trotskisme** ». Des articles : les discriminations à l'embauche contre les émigrés et leurs enfants, la CFDT interlocuteur privilégiée du Medef, l'Algérie et les élections boycottées, les responsabilités françaises dans les massacres au Congo-Brazzaville, les syndicats belges contre les travailleurs. Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à : LO, pour la Fraction, BP233 - 75865 Paris Cedex 18 ou Les Amis de convergences, BP 128 - 75921 Paris Cedex 19 Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

Lyon

LES SANS-PAPIERS DÉLOGÉS

Mercredi 17 juillet, les 60 à 70 sans-papiers qui occupaient le musée de la Résistance à Lyon en ont été brutalement expulsés par les CRS. Trois sans-papiers ont été blessés et l'un d'eux, atteint à la tête, a été hospitalisé.

En un an, c'est la septième fois que les forces de l'ordre interviennent pour les déloger d'un lieu qu'ils occupent. Les sans-papiers s'étaient installés au musée de la Résistance le 6 juillet. Ils avaient accroché sur les grilles du bâtiment une banderole sur laquelle on pouvait lire : « *En ce moment, au musée, résistance et déportation aujourd'hui en France* ». La municipalité socialiste, propriétaire des lieux, a fini par demander cette expulsion.

Sitôt expulsés, c'est à l'hôtel de ville que les sans-papiers et les sympathisants à leur cause se sont rendus en cor-

tège. Les élus socialistes de Lyon, interrogés par la presse, ont parlé d'une « *lutte légitime, menée dans la dignité* », ce qui est tout de même culotté de la part de ceux qui ont demandé l'expulsion.

D'ailleurs, lorsque ces mêmes socialistes étaient au gouvernement, ils se sont bien gardés de régulariser tous les travailleurs sans papiers qui en avaient fait la demande.

Le problème des sans-papiers, de Lyon comme d'ailleurs, reste entier : ils veulent être régularisés.

Olivier NEUVILLE

UNE JUSTICE DE PLUS EN PLUS EXPÉDITIVE

Sarkozy s'est prononcé, le 17 juillet, en faveur du déplacement à l'aéroport de Roissy des magistrats du tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis) chargés de juger les quelque 300 étrangers qui arrivent chaque semaine en France, poussés à l'exil par la misère et parfois la dictature qui sévissent dans leur pays. La justice pourrait ainsi être vite et mal rendue dans une salle d'audience spécialement aménagée dans la zone aéroportuaire, qui contient déjà, sur plusieurs étages d'un hôtel de l'aéroport, une « zone de rétention » où sont parqués pendant parfois plusieurs semaines les étrangers en situation

jugée irrégulière. La proposition de Sarkozy reprend une demande faite par le gouvernement Jospin, demande qui était tombée à l'eau car alors, les magistrats de Bobigny avaient refusé de se transporter à Roissy pour rendre leurs jugements.

Dans son entretien du 14 juillet, Chirac a dit qu'il fallait accélérer le traitement des dossiers des demandeurs d'asile pour que leur sort soit réglé en moins d'un mois. On comprend maintenant ce que cela veut dire : quand il s'agit d'expulser des étrangers, il n'y a pas une minute à perdre.

Tours

DEMANDEURS D'ASILE À LA RUE

Début juillet, suite à la fermeture d'un foyer d'hébergement, une trentaine de demandeurs d'asile se sont retrouvés à la rue.

Pendant trois longues semaines, la mairie de Tours, à majorité socialiste, a laissé traîner les choses en longueur, repoussant de jour en jour le moment de proposer une solution, obligeant ces personnes démunies de tout, à se

débrouiller pour être hébergées, ou alors dormir dans des parcs !

Lundi 22, la mairie semblait vouloir enfin débloquer la situation. Elle leur a d'abord proposé le camping ! Mais trouver des tentes et du matériel de couchage était apparemment si compliqué qu'elle a fini par y renoncer et par proposer, enfin, des chambres dans des hôtels.

La Coordination nationale des Sans-papiers appelle à une manifestation nationale à Paris.

Elle demande :

- la régularisation de tous les sans-papiers avec la carte de 10 ans ;
- l'arrêt des expulsions et la fermeture des centres de rétention ;
- la libération de tous les sans-papiers emprisonnés pour défaut de papiers ;
- l'abolition de la double peine ;
- l'abrogation des lois Pasqua, Debré et Chevènement.

Lutte Ouvrière s'associe à cet appel et invite ses militants et sympathisants à participer à la manifestation qui aura lieu :

**SAMEDI 24 AOÛT À 14 H
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE**

Intervention des GIR à Nanterre

LA DÉMAGOGIE SÉCURITAIRE À L'ŒUVRE

À peine arrivé au ministère de l'Intérieur, Sarkozy s'était empressé de créer, à grand renfort de publicité, les GIR (groupements d'intervention régionale). Ils associent policiers, gendarmes, douaniers et agents du fisc, afin de mieux lutter contre la criminalité organisée, a-t-il dit. Mais les GIR permettent surtout au gouvernement d'orchestrer des opérations spectaculaires et de surenchérir dans la démagogie sécuritaire.

Ainsi le mardi 16 juillet à l'aube, près de 300 hommes du GIR des Hauts-de-Seine

ont littéralement assiégé le quartier populaire Pablo-Picasso de Nanterre, une « zone de non-droit », expliquaient nombre de journalistes. Ce quartier n'a pourtant pas l'habitude de faire les gros titres pour les voitures qui y brûlent ! C'est une cité plutôt tranquille qui n'a connu aucune violence urbaine des années durant. N'empêche, la police y est venue en force pour y enfoncer les portes des caves et réveiller tous les habitants. Et tout ce déballage... pour moins de trois cents grammes de cannabis saisis !

Et pendant ce temps-là, les délinquants des beaux quartiers peuvent dormir tranquilles. Le GIR ne viendra pas les réveiller, car les politiciens et les grands patrons qui ont trempé dans divers scandales politico-financiers n'habitent sûrement pas la cité Pablo-Picasso. Imagine-t-on une pareille descente de police à Neuilly, dans le fief de Sarkozy ?

Avec de telles opérations coup de poing, Sarkozy cherche surtout à peaufiner sa publicité et à flatter l'électorat réactionnaire. La CGT-Police estime d'ailleurs que les GIR « n'ont jusqu'à présent servi qu'à monter des opérations spectaculaires aux résultats judiciaires indigents ». Reste que ce sont les quartiers populaires qui sont montrés du doigt. Une façon d'associer, pour les gouvernants, haine sociale et haine raciale.

Benjamin ROGER

Lille-Sud

LES HABITANTS VICTIMES DE L'INSÉCURITÉ... POLICIÈRE !

Le 4 juillet dernier, le policier qui avait tué d'une balle dans la nuque un jeune maghrébin du quartier de Lille-Sud deux ans plus tôt, a été condamné à une peine symbolique de trois ans de prison avec sursis. Ce verdict a aussitôt provoqué la colère des proches de la victime et des jeunes du quartier.

Depuis le jugement, des cars de police et de CRS ainsi que des fourgons grillagés sont stationnés en permanence aux abords du

quartier, qu'ils investissent le soir et la nuit. Les provocations à l'égard des jeunes sont incessantes. « *On a gagné* » ou « *1-0, à ce soir !* » lancent les policiers aux jeunes. Des jeunes se sont fait arrêter au seul motif qu'ils avaient un briquet dans la poche. Un jeune qui distribuait des tracts appelant à une manifestation contre le verdict a été malmené, et des policiers lui ont arraché ses tracts des mains en lui lançant des propos racistes.

Mais le mépris des policiers ne vise pas que les jeunes. Des mères de famille ont reçu des insultes obscènes. Mercredi 10 juillet, une manifestation a rassemblé 250 personnes, des habitants du quartier ainsi que des sans-papiers, qui protestaient contre le verdict, et exigeaient l'arrêt des provocations policières.

Au retour de la manifestation, dans le métro, des policiers ont voulu arrêter des jeunes manifestants. Un adulte maghrébin, organisateur de la manifestation s'est interposé.

Et c'est finalement lui que les policiers ont arrêté, menotté, et emmené au commissariat !

Dans d'autres quartiers populaires de l'agglomération, comme à Hem, où vivent de nombreux jeunes issus de l'immigration, c'est la même chose : provocations verbales des policiers, contrôles d'identité répétitifs, patrouilles provocatrices, jusqu'à ce qu'un jeune puisse être embarqué pour outrage à agents ou rébellion.

Le gouvernement prétend « rétablir la loi et

ramener l'ordre » dans les quartiers populaires. Pour ce qui est de la loi, elle n'est pas la même pour tous. Alors qu'un policier assassin n'a été condamné qu'à une peine avec sursis, un jeune du quartier vient d'être condamné à un mois de prison ferme suite aux affrontements avec la police qui ont suivi le verdict. Quant à « l'ordre », ce n'est certainement pas la police, avec ses comportements racistes et provocants, qui pourra le ramener.

Dammarie-lès-Lys (Seine-et-Marne)

LES AUTORITÉS COMMENCENT À RECULER

Fin mai, deux jeunes de Dammarie, Xavier Dhem et Mohamed Berrichi, sont morts à deux jours d'intervalle. Dans les deux cas, la police est responsable, et aucune information judiciaire n'a été ouverte par les autorités. Depuis, la mobilisation des familles et des amis des victimes pour la vérité et la justice ne faiblit pas. De nombreuses manifestations et interventions publiques ont été organisées pour rendre hommage aux victimes, pour dénoncer les violences policières et les insultes répétées du maire envers la famille, les amis et les associations locales.

Bien sûr, cette réaction a fortement déplu aux autorités qui ont tout fait pour tenter d'isoler le comité de soutien du reste de la population. Les attaques se sont concentrées sur l'association Bouge Qui Bouge, présidée par le frère d'une des victimes, et animée par nombre de ses amis. Cette association organise depuis maintenant cinq ans du soutien scolaire, des animations pour les plus jeunes et tente, par ce biais, de construire un lien social entre toutes les familles du quartier. C'est donc tout naturellement que l'association a participé au mouvement

d'émotion et de révolte qui a suivi les drames.

La dernière attaque des autorités, téléguidées par les élus locaux de l'UMP, avait été de faire prononcer par le tribunal des référés l'expulsion de l'association de son local, sous prétexte de « *troubles à l'ordre public* ». Ce jugement vient d'être cassé en appel et le tribunal ordonne la réouverture du local. Tout le monde est évidemment satisfait et conscient que c'est le résultat de la mobilisation des jeunes du quartier. Il s'agit aussi d'un succès moral face au député-maire UMP de Dammarie.

L'ambiance est donc à la poursuite et au renforcement de la mobilisation. Pour cela, les dirigeants du mouvement souhaitent inscrire leur action dans la durée en pérennisant le « comité de vigilance » mis en place dès la mort de Mohamed. Ce comité se donne pour but d'intervenir contre les actions policières abusives, pour le soutien scolaire et le suivi de la scolarisation des plus jeunes et sur tous les problèmes liés au logement (expulsions, ascenseurs, relogement, etc.). Ils souhaitent élargir le comité à toutes les bonnes volontés. Ils restent attentifs à ce que ceux qui déci-

dent les actions soient les mêmes que ceux qui agissent. Ils disent que leur démarche devient politique et sont déjà très vigilants contre ceux qui veulent leur faire dire que la gauche « c'est mieux que la droite ». Comme le dit l'un d'entre eux : « *On ne peut pas dire qu'avec la droite c'est pire car, avant, avec la gauche, c'était déjà pire* ».

Pour inverser le rapport de force, il faudra que, par ses démarches et ses luttes, le comité de vigilance gagne la confiance et le soutien du plus grand nombre de gens possible. Il est sur la bonne voie.

États-Unis

AVEC LA CHUTE DE LA BOURSE LES RETRAITES COMPLÉMENTAIRES MISES À MAL

Depuis quelques mois, la faillite spectaculaire de grandes entreprises américaines, comme Enron, WorldCom et bien d'autres, a entraîné non seulement des licenciements massifs, mais aussi la perte de leur retraite complémentaire pour les salariés de ces entreprises.

Cela est d'autant plus catastrophique que le régime public de retraite appelé « social security » n'offre au mieux qu'une pension de retraite équivalant à 42 % du salaire des meilleures années et souvent beaucoup moins, parfois seulement 26 %.

Aussi indispensables soient-elles, les retraites complémentaires sont laissées à l'initiative privée des patrons, si bien que près de la moitié des salariés n'en bénéficient pas.

Dans les grandes entreprises, les patrons ont trouvé avantage à négocier avec les syndicats des plans de retraites complémentaires maison pour leurs salariés, qui leur permettaient ainsi de limiter les augmentations de salaires tout en liant les salariés à l'entreprise.

Depuis 1982, un nouveau système de fonds de pension a été mis en place, tellement avantageux pour les patrons que ce système remplace de plus en plus tous les autres. C'est le système dit 401(k), du nom de l'article de loi qui l'autorise. Extrêmement désavantageux pour les salariés,

car il ne leur garantit même pas le capital investi et encore moins le versement d'une pension à vie ! Plus de 42 millions de salariés « bénéficient » d'un tel fonds.

Les entreprises de plus en plus nombreuses qui ont adopté ce système incitent les salariés à y investir leurs économies sous forme d'actions de l'entreprise, qu'ils sont obligés de conserver ensuite jusqu'à 50 ou 55 ans. Les patrons y contribuent peu, là aussi sous forme d'actions de l'entreprise le plus souvent. C'est ainsi que le fonds de pension des salariés de McDo comporte 70 % d'actions maison, celui de Coca Cola 81,5 %, celui de Procter et Gamble 94,7 %. Les employeurs ont réduit d'autant plus leurs contributions, ces dernières années que l'envolée de la Bourse, en faisant grimper la valeur des actions, augmentait automatiquement d'autant les sommes théoriquement affectées à ces fonds.

De fait, le prix des actions a monté au point que les patrons constatent que leurs fonds présentent des « excédents » considérables, qu'ils ont eu vite fait d'éponger... en se les appropriant ! C'est ainsi que les patrons ont retiré plus de 20 milliards de dollars (20 milliards d'euros) de quelque 2000 fonds de pension entre 1980 et 1990. Après que cette pratique a été déclarée illégale par le Congrès en 1993, les patrons ont tout bonnement pratiquement cessé de cotiser, laissant la Bourse augmenter d'elle-même les

sommes qui étaient placées dans ces fonds. Les patrons ne se sont pas privés non plus « d'emprunter » l'argent des fonds, pour racheter d'autres entreprises par exemple.

Alors évidemment, depuis que le prix des actions à la Bourse diminue, les sommes destinées aux retraites complémentaires fondent aussi vite qu'elles avaient grossi et les « excédents » se sont transformés en déficit à combler. En deux ans et demi, les sommes investies dans les fonds de pension ont déjà diminué de 20 %, de près de 1000 milliards de dollars ! Le fonds de pension de Ford par exemple, qui révélait un « excédent » de 600 millions de

dollars à la fin 2001, affichait un déficit de 3,2 milliards de dollars six mois plus tard ! Et ne parlons même pas des entreprises qui ont déposé leur bilan et dont les actions, en s'effondrant, ont réduit à néant les sommes investies dans leurs fonds de pension. Le mouvement s'est considérablement accéléré depuis quelques semaines.

Il n'est pas question pour les patrons de remettre dans ces fonds les « excédents » qu'ils se sont appropriés, ni de verser les sommes qu'ils s'étaient engagés à verser. Bien au contraire, les trous existant maintenant dans les fonds de pension constituent un nouvel argument que les patrons utilisent pour obtenir des

syndicats une renégociation à la baisse des contrats, imposant de nouveaux sacrifices aux travailleurs, une refonte des fonds de pension plus défavorable encore, avec parfois chantage à leur suppression complète à la clef !

Ce système de retraite par capitalisation, qui consiste à confier au patronat les économies des travailleurs pour qu'ils puissent les jouer en Bourse, est un véritable jeu de dupes. On nous en vante les mérites ici, mais ils font aujourd'hui la ruine de centaines de milliers de familles outre-Atlantique !

Dominique CHABLIS



Usine d'assemblage Ford de moteurs (Michigan) : en activité ou en retraite, les travailleurs sont victimes du système capitaliste.

BUSH LE MORALISATEUR COMPROMIS JUSQU'AU COU

Samedi dernier, dans un contexte de panique boursière et de faillites annoncées, Bush a lancé un appel au Congrès américain afin que celui-ci prenne « des mesures décisives pour promouvoir la sécurité économique des Américains et exiger des normes éthiques économiques supérieures de la part des dirigeants d'entreprise » avant la fin de la session parlementaire, c'est-à-dire avant le mois d'août prochain.

Seulement Bush et son entourage ne sont pas particulièrement crédibles dans ce

rôle, depuis l'annonce de la faillite d'Enron. Les révélations sur leur implication dans des opérations financières se sont multipliées. Le vice-président Dick Cheney a été PDG de 1995 à 2000 d'une entreprise soupçonnée d'avoir, à cette époque, falsifié ses comptes. Le principal financier des campagnes électorales de Bush est, lui, au cœur du scandale, car président et fondateur d'Enron. Enfin Bush, lui-même, est directement compromis. Il est accusé d'avoir obtenu des prêts personnels de la part d'une entre-

prise pétrolière dont il était l'administrateur et d'avoir vendu des actions de cette même entreprise... deux mois avant qu'elle annonce des résultats catastrophiques. Par ailleurs, Bush aurait acheté 1,8 % du capital d'une équipe de base-ball pour 600 000 dollars en 1989. En 1998, il revendait les parts pour 14,9 millions de dollars. Il est vrai que sa participation était entre-temps montée à 10 % du capital de l'équipe, grâce à l'attention d'autres propriétaires qui souhaitaient visiblement le remercier par avance

des bonnes affaires que son influence personnelle de gouverneur allait leur permettre de faire. Si la « valeur » de l'équipe s'est considérablement accrue, c'est en particulier parce qu'elle a pu profiter d'un investissement considérable payé pour une bonne part par les contribuables d'Arlington, au Texas. En effet le club a pu acquérir 150 hectares de terrain, pour construire un stade considéré comme très rentable, et ce, pour une bouchée de pain puisque la ville a tout simplement offert une bonne partie

du terrain après avoir expulsé les propriétaires. De plus, d'après la représentante des familles expropriées, certains terrains n'ont été payés qu'à un septième seulement de leur valeur. Et comme si cela ne suffisait pas, le club a bien entendu été ensuite exempté de taxes foncières et d'impôts divers, alors que les contribuables ont vu, eux, leurs impôts augmenter.

Bush en « Monsieur propre » ? À d'autres !

Catherine LEPIN

Israël - Palestine

Pour tuer un chef de la branche armée du Hamas, l'aviation israélienne n'a pas hésité à lancer une bombe de 1000 kilogrammes sur un quartier populaire de Gaza, faisant 17 morts dont 11 enfants, et plus de 150 blessés.

Cet assassinat délibéré de nombreux civils constitue une nouvelle escalade dans la politique de terreur que le gouvernement israélien, cautionné par les travaillistes, Shimon Pérès en tête, a décidé de mener contre l'ensemble de la population palestinienne. Sharon n'a d'ailleurs manifesté aucun regret. Joignant la provocation à un écœurant cynisme, il a même déclaré qu'il s'agissait d'« une opéra-

tion des plus réussies de l'armée israélienne ».

Quant aux dirigeants des grandes puissances occidentales, ils continuent à assister passivement à ces massacres, même s'ils ne peuvent faire autrement que de critiquer certains « excès » de l'armée israélienne. Ainsi, à propos du raid de l'aviation israélienne sur Gaza, l'administration de Bush s'est contentée de parler d'« une action menée de main lourde » qui « ne contribue pas à la paix ». Quant à exiger de Sharon une autre politique, un renoncement à son terrorisme d'État, sous peine de rétorsions économiques et financières par exemple, il n'en est pas question pour le

gouvernement américain. Pourtant, quand celui-ci le décide, il sait fort bien aller jusqu'au blocus total, comme il le fit à l'encontre de la Yougoslavie, et comme il le maintient encore à l'encontre de l'Irak.

Dans de telles conditions, pourquoi Sharon se soucierait-il des critiques dont il est l'objet ? C'est quotidiennement que l'armée israélienne bombarde la Cisjordanie et Gaza, que ses chars détruisent les habitations des Palestiniens, que ses soldats

imposent toutes sortes d'humiliations aux populations des Territoires occupés. Ainsi, la semaine dernière, l'armée israélienne a détruit les maisons de vingt et un Palestiniens, qu'elle a emprisonnés et menacés de déporter, sous le seul prétexte qu'ils appartenaient à la famille de deux kamikazes, responsables d'un attentat à Tel-Aviv. Déportations, enfermements collectifs, des termes qui devraient remplir de honte ceux qui gardent en mémoire la terreur qui s'était

abattue sur les populations juives d'Europe, il y a un peu plus d'un demi-siècle.

Si la politique que mène Sharon fait de plus en plus de victimes dans les rangs de la population palestinienne, elle enferme aussi la population israélienne dans une impasse sanglante. Quand on veut spolier un peuple de ses droits et de sa dignité, comme le font tous les gouvernants israéliens à l'égard des Palestiniens, on ne peut s'attendre qu'à un violent refus de leur part.

André ROYAN

Chirac-Poutine, COMME LARRONS EN FOIRE !

Quelles belles images que celles concernant la visite de Chirac au président russe Poutine, les 19 et 20 juillet : station balnéaire sur la mer Noire, bras de chemise, virée nocturne au bar... Une véritable idylle !

A propos de cette visite, bien des voix se sont élevées contre la caution donnée par Chirac à la sale guerre menée par l'armée russe en Tchétchénie, à laquelle Poutine, dès son arrivée au pouvoir fin 1999, se faisait fort de trouver une solution rapide.

Mais il a suffi que Poutine déclare, la main sur le cœur, que cette guerre était une « tragédie », que les expéditions punitives des comman-

dos russes « doivent cesser », qu'il fallait en finir avec le « mythe de l'ennemi tchétchène », pour que Chirac explique docement qu'« aucune cause ne peut servir des actions terroristes » (sous-entendu : celles menées par les combattants tchétchènes, et non par l'armée russe), et que la réponse engagée en Tchétchénie par Poutine était de nature « politique », acceptable donc.

Rien sur la terreur que fait régner l'armée russe en Tchétchénie, sur les opérations de ratissage dans les villages, les viols, les tortures, les pillages, le racket. La situation sur le terrain a d'ail-

leurs tellement empiré que plusieurs associations qui tentent d'agir sur place ont interrompu les contacts avec l'armée russe, estimant que c'était donner une caution à la politique de terreur de Poutine.

Chirac n'a donc rien trouvé à redire, lui qui préside aux destinées d'un pays qui ne manque pas d'intervenir contre les peuples.

Et puis, ceci expliquait peut-être cela, Chirac rentre de voyage avec en poche un contrat de vente d'Airbus à la Russie pour un montant de 600 millions de dollars !

E. T.



Après le passage de l'aviation israélienne à Gaza.

Angola

De Villepin en visite ou...

LES ARRANGEMENTS DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, a commencé le 18 juillet une de ces traditionnelles tournées dans les pays vassaux d'Afrique noire. Le premier visité a été l'Angola, où la France a largement pris le relais du Portugal, l'ancien colonisateur.

Villepin était chargé de rétablir les bonnes relations avec le régime de José Eduardo Dos Santos. Ces relations sont perturbées depuis 1995 par une sombre affaire de trafic d'armes entre la France et l'Angola : l'affaire Falcone-Gaydamak, mettant en jeu plus de 600 millions de dollars. L'enquête judiciaire déclenchée par le ministre français de la Défense met en cause de nombreux officiels angolais,

et le président Dos Santos lui-même.

Pour faire oublier cette brouille regrettable, Villepin est à lui seul un message explicite. Il est en effet mis en cause dans l'enquête judiciaire et soupçonné d'avoir rencontré Falcone, quand il était secrétaire général de l'Elysée. Pour porter le rameau d'olivier, difficile de trouver mieux.

Villepin a donc fait son métier. Il a déclaré qu'il venait « renouer les relations de la France avec l'Angola et favoriser la transition démocratique dans ce pays ». Pour le gouvernement français, derrière le mot de démocratie, il y a une réalité matérielle : le pétrole, dont l'Angola est un gros producteur, ou encore les diamants et les

contrats pour la reconstruction des infrastructures du pays !

Les autorités françaises ont aussi découvert, avec retard, que la famine sévit en Angola, conséquence des 27 ans de guerre civile. Elles offrent donc 10 000 tonnes de maïs aux agences de l'ONU chargées de secourir les 3 millions d'affamés. Une goutte d'eau dans cet océan de misère.

Désormais, tout va donc bien entre la France et l'Angola. Les corrompus s'annulent mutuellement, les dictateurs sont chargés de veiller sur la démocratie, les brigands impérialistes font l'aumône pour se donner bonne conscience. Les affaires peuvent reprendre, à supposer qu'elles aient jamais cessé.

Vincent GELAS

UNE SALE GUERRE

Après dix ans de bataille juridique, des soldats victimes du syndrome du Golfe viennent d'obtenir que l'État français accepte d'ouvrir une enquête.

A l'époque, ces soldats étaient tous engagés volontaires, sans s'être certainement posé beaucoup de questions sur ce qu'on leur demandait de faire. Ils déclarent aujourd'hui souffrir de diverses maladies, suite entre autres à l'utilisation de munitions chimiques ou à base d'uranium appauvri, des maladies aux conséquences physiques et neuropsychiques...

Ces mêmes maux avaient aussi atteint des soldats envoyés par la Grande-Bretagne ou par les États-Unis, pays dans lequel finalement 200 000 vétérans, anciens de la guerre du Golfe, ont réussi à bénéficier de pensions d'invalidité.

A l'époque de la guerre du Golfe, combien d'âneries et de mensonges nous avait-on distillés avec les « guerres propres » ou les « frappes chirurgicales » !

Ces mêmes mensonges ont d'ailleurs resservi lors des bombardements sur la Yougoslavie, et récemment sur l'Afghanistan.

Seulement, derrière ces termes aseptisés, ce furent des milliers d'Irakiens, qui, eux, n'étaient pas volontaires, qui ont vu se déverser sur eux un feu d'enfer. Et ces victimes innocentes n'ont pas l'air de susciter beaucoup de compassion de la part de leurs bourreaux, dont certains réclament en quelque sorte une assurance de non-contamination pour leur travail.

En fait, la guerre n'est jamais propre. Les frappes chirurgicales ne furent que de vulgaires bombardements, qui ont provoqué la mort de centaines de milliers d'Irakiens, la destruction de nombreuses villes, de quartiers entiers d'habitations. Et, depuis, un blocus a été mis en place pour affamer les populations toujours menacées d'une nouvelle intervention militaire.

E. T.

Matra Automobile Romorantin (Loir-et-Cher)

Le groupe Lagardère vient d'annoncer qu'il entend se débarrasser d'une partie du personnel de Matra Automobile Romorantin. Le prétexte en est la fin de la production de l'Espace, commercialisée depuis 1984 par Renault, qui produira désormais un monospace sur ses propres chaînes de montage. Sur près de 2 000 salariés actuellement, la direction annonce jusqu'à 450 suppressions d'emplois dans les mois à venir, alors que les syndicats évoquent le chiffre bien plus vraisemblable de 800

emplois supprimés d'ici un an.

Avec le succès de l'Espace, Matra Automobile est devenu le premier employeur de la région. Avec les sous-traitants et les emplois induits, c'est toute une partie de la Sologne qui dépend des activités de Matra Automobile.

Mais le désengagement annoncé de Renault et le faible succès du dernier concept de Matra, le luxueux coupé Avantage, sonnent comme une condamnation du site.

Toutes étiquettes confondues, les responsables politi-

ques locaux et régionaux s'agitent. Mais que ce soit le député UMP ou le maire PS de Romorantin (lui-même ex-directeur d'une des filiales de Lagardère-Hachette dans l'édition), l'un et l'autre n'envisagent que des incitations financières supplémentaires à offrir à Matra.

À les en croire, il n'y aurait aucun moyen d'imposer à Matra de préserver les emplois, aucun moyen de le contraindre à reconvertir le site - si tant est que cela soit nécessaire. Pourtant, le groupe Lagardère n'a rien d'une fra-

gile PME. C'est un empire qui contrôle la plus grande part de l'édition en France ; c'est aussi un des principaux actionnaires de Vivendi Universal, Canal-Satellite, etc. Aujourd'hui, avec la prise de contrôle de l'Aérospatiale et la constitution du géant EADS, c'est aussi le numéro un européen de l'aviation et de l'espace. Le groupe Lagardère, c'est la fusée Ariane, Airbus, Eurocopter, Eurofighter, mais c'est aussi, en tant qu'actionnaire majoritaire de Dassault-Aviation, les Mirage, les Rafale...

Si, en France, un groupe dépend pour son chiffre d'affaires des commandes de l'État, c'est bien celui-là.

Alors, Lagardère peut et doit payer, car il n'est pas question d'accepter que le sort des ouvriers de Matra et de toute une région ne pèse guère. Et puis, rien ne dit que les travailleurs et la population se feront passivement à l'idée que la relative embellie économique de la Sologne ces quinze dernières années n'aura duré que le temps d'un modèle de voiture !

Raffinerie de Normandie Le Havre (Seine-Maritime)

Un accident mortel a eu lieu, lundi 15 juillet, à la Raffinerie de Normandie, au Havre, qui appartient à TotalFinaElf. Un ouvrier qui travaillait sur des câbles dans une tranchée a été tué, écrasé par un engin de chantier qui a basculé sur lui alors que son conducteur n'était pas au volant. L'ouvrier était un intérimaire de 36 ans, employé par une société sous-traitante du Bâtiment. Une enquête est en cours, qui doit révéler les circonstances de l'accident. Mais quoi que puisse en dire la direction, elle est responsable, elle qui a pris le risque de faire travailler des milliers d'ouvriers dans des conditions d'insécurité dénoncées à plusieurs reprises, notamment par la CGT.

Comme tous les cinq ans, à la Raffinerie de Normandie, l'été est marqué par les « grands arrêts ». Il s'agit d'arrêter toute une partie des installations, durant plusieurs semaines, afin de procéder à des travaux d'entretien et de modernisation, rendus d'autant plus urgents que bien des unités sont vétustes et tournent à débit maximum depuis des années. Cela veut dire vider les cuves, les tuyaux, les nettoyer, stocker les produits, avant de procéder aux travaux. D'après la direction, cela se fait sous le signe de la sécu-

rité. Pourtant, à voir comment se prépare le travail, il est permis d'en douter.

Déjà, en temps normal, Total emploie énormément d'entreprises sous-traitantes, où les conditions de travail et de salaire sont bien plus mauvaises. Il y a sur le site 1 200 salariés Total et environ autant de travailleurs extérieurs selon les périodes. Durant les grands arrêts, 3 000 travailleurs extérieurs seront présents. Il y a quelques années, des équipes de personnel Total encadraient le travail durant ces interventions. Aujourd'hui, ces équipes ayant été réduites, c'est la sécurité qui en pâtit d'autant que les ouvriers, souvent embauchés juste pour la période, en intérim, ne sont pas spécialement formés aux dangers que représente une raffinerie.

Ces ouvriers ont des conditions de travail particulièrement pénibles. Pour nettoyer les cuves, par exemple, il faut entrer par un trou d'homme, y rester des heures enfermé, gratter les parois au milieu des résidus de produits chimiques, avec des risques d'émanation de sulfure d'hydrogène dans et autour des cuves. Ces ouvriers n'ont théoriquement pas le droit d'utiliser les sanitaires de Total, mais les lavabos qui doivent leur être fournis par leur entreprise, ce qui n'est pas toujours le cas. De plus, pour gagner un peu de temps, certaines unités de production restent quand même en marche durant les travaux, ce

SOUS-TRAITANCE AGGRAVÉE ET SÉCURITÉ AU RABAIS



qui augmente évidemment les risques. Tout récemment, par exemple, à la pomperie-gaz, il y a eu, par deux fois, rupture d'une canalisation de gaz. Et chaque fois, les détecteurs n'ont

rien signalé.

Alors, si TotalFinaElf est prête à débours, comme elle le prévoit, un milliard d'euros d'ici 2006 pour moderniser et agrandir la raffinerie, il est évident

que tous les moyens ne sont pas déployés pour assurer la sécurité des travailleurs. Un ouvrier est mort en travaillant, victime de la soif de profit des patrons de TotalFinaElf. C'est scandaleux.

AXA - Assurances Paris

La direction d'AXA a engagé, en décembre 2001, une procédure de licenciement contre une employée, déléguée FO, qui travaille sur une plate-forme téléphonique, avenue Kléber à Paris. Désavouée par l'inspection du Travail, la direction vient de faire appel auprès du ministre du Travail.

La direction reproche à notre collègue de refuser d'assurer des « permanences » qui, dans les faits, remettent en cause les horaires mobiles très appréciés des salariés. Ces « permanen-

UNE DÉLÉGUÉE MENACÉE DE LICENCIEMENT

ces » vont jusqu'à 19 heures le soir. Avec les temps de transport, cela veut dire rentrer chez soi après 20 h. On imagine les problèmes que cela peut poser, par exemple, à une mère de famille. Cette salariée a donc refusé de se porter volontaire et incité ses collègues à faire comme elle ! Ce dernier motif, appel au refus, a été rapidement abandonné par la direction car cela s'apparentait à un délit d'opinion ; mais, sur les permanences, AXA insiste, même si elle n'a pas respecté le protocole de mise en place des 35 heures qui prévoit de saisir le Comité d'entreprise de tous les litiges

liés à la mise en place de permanences.

Tous les syndicats se sont prononcés contre le licenciement et une pétition soutenue par la majorité d'entre eux a déjà recueilli plus de 600 signatures à AXA Courtage, en pleine période de vacances.

Le personnel voit bien le danger de créer un précédent concernant les permanences, qui sont refusées par de nombreux salariés dans de nombreux secteurs. La partie n'est donc pas gagnée pour la direction, qui devra renoncer au licenciement de notre collègue.

Correspondant LO

EDF -
GDF

QUEL AVENIR POUR LE PERSONNEL ?

Dans son discours du 3 juillet, le Premier ministre, Raffarin, a annoncé l'ouverture du capital d'EDF-GDF tout en précisant que « *le statut du personnel actuel sera maintenu, et le système spécifique de retraite recevra les garanties nécessaires* ». Des propos « rassurants » qui... alimentent l'inquiétude des salariés de ces entreprises puisque la fin de ce statut est annoncée pour les nouveaux embauchés, suivant en cela l'exemple de France Télécom. Et pour les agents en place, les attaques affichées contre les régimes de retraite des salariés des services publics sont l'inverse de garanties et nous inquiètent.

Les quelques avantages dont peuvent bénéficier les électriciens et les gaziers sont essentiellement la garantie de l'emploi, un régime de retraite plus intéressant que le régime général et le maintien du salaire en cas d'arrêt maladie. Bien des dispositions contenues dans ce statut ont déjà été supprimées (comme la possibilité de blocage par un syndicat d'une modification des horaires) ou ne sont plus appliquées pour « raison de service ». Par exemple la simple application d'une disposition comme les « journées enfant malade » est souvent l'objet d'un conflit avec la hiérarchie dans les services où les effectifs sont insuffisants, et ils sont nombreux !

Dans la réalité, la direction d'EDF-GDF prépare depuis

plusieurs mois la fin de la garantie de l'emploi. En début d'année, la direction du personnel a créé une nouvelle rubrique à usage du service de la paye : « *Indemnités de rupture de contrat à l'initiative de l'employeur* ». Quand, parallèlement à cela, la direction ne cesse de répéter que « *nous coûtions trop cher* » et que dans tous les services des postes sont supprimés, il y a de quoi s'inquiéter. Le gouvernement de gauche a en fait bien préparé le terrain à des attaques en règle contre les salariés d'EDF-GDF, la droite ne va pas se gêner de tenter de les appliquer !

Du côté des fédérations syndicales nous avons l'écho de discussions au niveau de la branche professionnelle des IEG (Industries électriques et gazières englobant EDF, GDF, mais aussi d'autres entreprises de ces secteurs) sur un statut de l'énergéticien dont bénéficieraient tous les salariés de ces entreprises. Ce projet est présenté comme une bonne disposition par les principales fédérations, mais l'unité de traitement entre tous les salariés de ce secteur qui se prépare est une unité tirée vers le bas, avec un risque énorme d'y perdre pour les agents d'EDF-GDF.

En 1995, Juppé a voulu toucher à nos retraites et il a échoué ; Raffarin peut aussi se casser les dents sur le « dossier test EDF GDF ».

Correspondant LO

France
Télécom

• LES ABONNÉS RANÇONNÉS

Il n'a fallu que quelques jours à France Télécom pour obtenir de l'État, premier actionnaire du groupe, le feu vert : l'abonnement mensuel du téléphone est donc passé depuis samedi 20 juillet de 12,55 euros (82,30 F) à 13 euros (85,27 F), soit une hausse de 3,6 %.

En six ans et huit hausses, le tarif de l'abonnement a quasiment doublé – ce qui n'a pas empêché Michel Bon, le PDG de France Télécom, de pontifier sur le faible coût de l'abonnement en France, « *un*

des moins chers des principaux pays européens » pour justifier cette nouvelle augmentation. Il s'est moins étendu sur les 60 milliards d'euros de dettes, (400 milliards de francs) que son groupe a contractées en Europe – en se livrant à une frénésie d'achats, notamment dans le domaine de la téléphonie mobile ; ni sur la chute des cours boursiers qu'il connaît depuis plus de deux ans sans discontinuer. En réalité, ce sont ces endettements et ces pertes que le

PDG et les actionnaires du groupe veulent compenser en faisant payer au public une nouvelle hausse des tarifs. Ils escomptent ainsi récupérer 150 millions d'euros, près d'un milliard de francs, pour « assainir » leurs comptes.

Voilà donc ce que l'on juge « sain » dans le système capitaliste : pour permettre aux actionnaires de continuer leurs achats et leurs jeux en Bourse, on fait les poches aux travailleurs !

D. M.

• COMMENT NOUS « FAIRE AIMER L'AN 2000 »

Pour nous inciter à vendre des services de France Télécom, comme le transfert d'appel, le signal d'appel, etc., la direction a imaginé une sorte de loto : chaque produit vendu nous donne droit à un ticket qu'on place dans une boîte en carton, et on est tiré au sort

chaque soir. On peut gagner un CD-Rom – qu'offrait gratuitement Wanadoo il y a trois ans – ou... un stylo France Télécom...

Certaines responsables ont voulu créer une animation autour de ce jeu : depuis une quinzaine de jours, elles ont

l'idée saugrenue de venir déguisées au travail et changeant de déguisement tous les jours : après la tenue en rugbyman, cela a été le flamenco. Et le lendemain de l'inondation... le costume marin !

Bienvenue dans la vie.CON !

• PENDANT LES TRAVAUX LE TRAVAIL CONTINUE

Du côté de ses propres salariés, la direction de France Télécom a un mot d'ordre rappelé dans toute la documentation interne : « *Tous économistes !* » Nous en faisons les frais à Paris Philippe-Auguste où nous travaillons depuis un an à une centaine sur un plateau téléphonique, quadrillé par des responsables qui veillent à ce que nous prenions un maximum d'appels et un minimum de pauses. « *Rien ne doit*

arrêter la machine ! ». Ni les alarmes intempestives, ni les pannes informatiques, ni les travaux d'installation de la climatisation. Depuis un mois, les ouvriers tentent de mettre en place cette climatisation. Ils travaillent sur des échelles alors que nous sommes juste en dessous avec pour seul casque... celui du téléphone. Plus d'un d'entre nous a vu tomber un boulon, un bout de

caoutchouc ou une vis. Un chef a même été frôlé par une pince coupante. Pour les ouvriers, cela implique un exercice périlleux que de travailler dans le silence dès l'ouverture du standard, sans perceuse, ni marteau.

Lundi 15 juillet, les responsables nous avaient conseillé de nous couvrir en prévision des essais de ladite climatisation. Nous n'avions pas pensé que cela impliquait cirés et bottes. Un tuyau a sauté sous la pression du circuit d'eau, arrosant la collègue en dessous ainsi que trois postes de travail. Et après la douche, l'avalanche ! Des plaques de faux plafonds se sont effondrées sur les bureaux, puis des plaques de fer ont suivi, lors de l'intervention d'un technicien qui tentait d'arrêter l'inondation.

« *Il n'y a pas eu mort d'homme !* », a dit un des chefs de service, alors au boulot ! La collègue mouillée a eu droit à un T-shirt Wanadoo et on a placé les agents concernés là où il y avait de la place.

S'il n'y a pas eu de conséquences graves, il n'empêche que la direction de France Télécom continue à nous faire travailler dans des conditions précaires. Du moment qu'elle accroît sa rentabilité, elle se moque de la sécurité de ses employés !

Correspondant LO

Groupe hôtelier
Arcade - Accor

Pour demander l'annulation de huit licenciements, une quinzaine de « femmes de ménage » de la société Arcade, du groupe Accor, ont manifesté lundi 22 juillet de Belleville jusqu'au conseil des Prud'hommes, rue Louis-Blanc à Paris. Cette manifestation, peu nombreuse, soutenue par trois syndicats SUD, CNT et CGT, était dynamique et ces femmes qui en sont à leur quatrième mois de grève n'entendent pas reprendre leur esclavage comme cela, bas salaires et course au rendement. Beau-

coup d'entre elles ont des problèmes de santé, tellement c'est difficile.

Quatre mois de lutte, cela crée des liens et pousse à la fronde. Il faut dire que leur patron est riche : Arcade c'est Accor, Sofitel, Novotel, Ibis, Mercure, Libertel, Etap, Formule 1, Partenon, Suitehôtels, Thalassa, Atria, Coralia, Motel6, Frantour, Courtepaille, les Wagons-lits, tickets-restaurant, etc.

Au métro Colo-

nel-Fabien, il y a un hôtel Ibis et celui-ci était bien protégé par des policiers équipés. Après 130 jours de lutte, ces

femmes, immigrées du Sénégal ou du Mali ou d'ailleurs, gardent la tête haute plus que jamais.



Les journaux et la télévision se font l'écho du manque de personnel qui existe dans les hôpitaux cet été en présentant la situation comme exceptionnelle et à la limite du point de rupture – notamment aux Urgences. Il est vrai que les conditions d'accueil et d'hospitalisation ne s'améliorent pas, et cela ne date pas d'hier, comme on le constate dans les hôpitaux de l'Assistance publique.

LES URGENCES EN JUILLET : DES DIFFICULTÉS ANORMALES MAIS ORDINAIRES

Aux Urgences, par définition, la fréquentation varie d'un moment à l'autre. Un jour, on ne va y trouver que deux patients qui attendent ; mais un autre, les couloirs sont pleins de brancards, et les salles de consultants qui restent des heures. Il arrive même que certains malades stationnent sur un brancard deux ou trois jours avant qu'un lit se libère dans un service de l'hôpital censé les accueillir ou ailleurs. On est donc toujours au bord d'une situation scandaleuse.

Au premier rang des causes de la difficulté à placer les malades pour la période d'été, figure bien sûr la fermeture de nombreux lits. Ce n'est pas un phénomène nouveau, les hôpitaux ont toujours diminué leur capacité durant cette période. En 2002, à l'hôpital Beaujon à Clichy, par exemple, le nombre de lits concernés est à peu près le même qu'en 2001, tournant autour de 30 % de la capacité totale. Dans d'autres établissements parisiens, comme la Salpêtrière, ou Necker, c'est moins.

Dans le même temps, de nombreuses maisons de convalescence ont elles aussi fermé partiellement ou totalement, ce qui entraîne des problèmes supplémentaires pour faire sortir les malades hospitalisés pour un traitement ou après une hospitalisation.

Tous ces lits sont depuis des années tout à fait officiellement fermés pour tenir compte du manque de personnel. En particulier pour permettre au personnel de prendre ses congés

IL FAUDRAIT EMBAUCHER



annuels. Jamais les hôpitaux n'ont accepté l'idée que les effectifs devaient être calculés avec un volant permettant, sans réduire l'offre de soins, de remplacer au moins les départs saisonniers. Et, bien sûr, les remplaçants, embauchés pour quelques mois chaque année, ne sont pas du personnel qualifié pouvant assurer les mêmes tâches que les soignants titulaires.

Mais l'Assistance publique justifie sa façon de faire en disant qu'il y a moins de malades pour se faire hospitaliser en été. Certes, ceux dont l'état leur permet d'attendre préfèrent reporter leur séjour, en se disant d'ailleurs que, vu le manque accru de personnel, il vaut mieux ne pas avoir à se faire soigner à cette période. De plus, les médecins prennent aussi leurs congés ; ils ne convoquent donc pas. Et les médecins de ville évitent si possible d'avoir à adresser leur clientèle aux hôpitaux en été.

Mais cette diminution d'activité est moins forte que la diminution de l'offre de soins, ce qui entraîne les problèmes. En particulier, les malades des Urgences, dont le nombre ne peut pas vraiment être prévu, en font les frais.

UNE SITUATION QUE L'ADMINISTRATION DIT « NORMALE »

Déjà, avant l'été, l'administration a cherché à diminuer le nombre de lits, sous prétexte de restructurations et de modernisation. Elle n'a pas embauché de médecins, ce qui fait par exemple que les inter-

nes se font rares. Enfin, le recrutement de personnel soignant est sans rapport avec ce qu'il faudrait, même pour remplacer les départs en retraite. L'exemple le plus récent est, on le sait, la mise en place des 35 heures : les créations de postes en 2002 sont loin de correspondre aux besoins pour compenser la diminution du temps de travail. Ainsi, à Beaujon, il faudrait au minimum 180 personnes, et le ministère n'en a accordé que 30 cette année.

C'est donc toute l'année que le problème du manque d'effectifs se pose. C'est toute l'année que des malades restent trois ou quatre jours dans un service « Porte » où ils sont censés ne rester qu'un jour, avant d'être dirigés vers le service qui correspond à leur pathologie. C'est toute l'année que certains même restent sur des brancards, des heures durant, dans les couloirs des Urgences. Ou dans une pièce où l'on en parque une dizaine comme à Saint-Antoine.

Pourtant, dans les services, les médecins poussent souvent les malades à sortir au plus vite. Quand le chirurgien qui a opéré un patient vient le voir le lendemain (c'est loin d'être la règle générale), c'est à la fois pour prendre de ses nouvelles et, s'il ne va pas trop mal, le persuader de finir sa convalescence à son domicile et le renvoyer chez lui.

Du coup, il n'y a, la plupart du temps, dans les services que des malades en phase aiguë qui réclament beaucoup de soins. Pour le personnel, cela signifie la course effrénée.

EST-CE LA FAUTE DU VOISIN ?...

Dans ce climat, loin de se battre pour obtenir des effectifs supplémentaires, les directeurs essaient de susciter une rivalité entre Urgences et services d'hospitalisation.

Ils font courir le bruit que les médecins dissimuleraient des lits afin de les réserver à des malades convoqués. À Beaujon, sous ce prétexte, ils exigent que les services laissent trois lits inoccupés en prévision d'urgences. Mais réserver des lits pour les urgences ne deviendrait possible qu'en augmentant les capacités et les effectifs du service « Porte », ce que la direction ne propose pas.

Eh bien, qu'importe pour les directeurs ! Il y a les lits d'hôpital de jour qui ne fonctionnent ni la nuit ni le week-end. Il n'est donc pas rare qu'un directeur impose la nuit, le samedi ou le dimanche, d'y coucher des malades sortant des Urgences. Le lundi matin, ces lits se trouvent déjà occupés par des patients alors que doivent s'y succéder deux ou trois malades convoqués en hôpital de jour pour quelques heures le temps d'une chimiothérapie ou d'un autre soin.

Ainsi l'administration entretient les tensions entre Urgences et services, pratiquant la vieille tactique du diviser pour régner.

...OU BIEN LE RÉSULTAT DE LA POLITIQUE DE L'A.P. ?

Tout cela n'a en réalité qu'une cause : les économies

faites par les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, en matière de santé, et ce, depuis des années.

Les dotations budgétaires n'augmentent pas d'une année sur l'autre. La plupart des hôpitaux sont en déficit chronique.

Et les ministères et les directions s'acharnent, non à mettre ces dotations au niveau des besoins, mais à comprimer les besoins au niveau des enveloppes budgétaires.

Ainsi ils entretiennent la situation de pénurie, révoltante, toute l'année.

C'est la logique de la société capitaliste qui choisit de subventionner les actionnaires en rognant sur les services publics.

Pour le moment, si l'on entend le mécontentement s'exprimer bien souvent, on ne sent pas la colère du personnel contre ces conditions de travail.

Cependant, nombreux sont les soignants qui disent qu'en septembre ils se mobiliseront. Certes, beaucoup comptent sur les partis et les syndicats qui, rentrés dans l'opposition, « retrouveraient les vraies valeurs de gauche ». Comme si la gauche n'avait pas mené, des années durant, la politique qui a conduit à la situation actuelle !

Mais si ces intentions de lutte sont sérieuses, elles donneront l'occasion de montrer au gouvernement que nous refusons cette politique, et d'exiger une réelle embauche dans la Santé.

Correspondant LO

CHU de Clermont-Ferrand

Plus de 500 lits fermés pendant cinq à sept semaines, ce qui touche une cinquantaine de services : voilà la « solution » de l'administration face au manque criant de personnel, aggravé par la façon dont sont appliquées les 35 heures.

Ce n'est pas le premier été où des lits sont fermés. Mais cette année le record est battu. Avec la période des congés du personnel, il n'y a presque personne pour remplacer les absents. Quoi de plus simple alors que de suppri-

mer les soins, de reporter à septembre ou octobre des rendez-vous de consultation ou d'interventions chirurgicales.

L'encadrement n'est pourtant pas avare de belles paroles sur la qualité de l'accueil et des soins. Mais il est beaucoup plus discret sur le manque de moyens. Et ce n'est sûrement pas la toute petite rallonge budgétaire qui vient d'être annoncée qui va changer la situation.

Au CHU travaillent plus de 5 000 personnes, réparties en

268 unités fonctionnelles. Or dans les trois mois à venir, il est question de 216 créations de postes, soit moins d'un par service. Cela suffit peut-être à satisfaire l'ARH et les directeurs d'établissement, mais sûrement pas le personnel.

Même des responsables de service le reconnaissent et dénoncent cette situation.

Il y a quelques semaines, à l'occasion d'un Comité technique, le directeur général a tenu

des propos provocateurs. D'après lui un forfait de 40 minutes pour l'habillage, le déshabillage, la pause et les repas, c'est encore de trop ! Et pour faire encore plus pression sur le personnel, il demande qu'on surveille de plus près le moment d'aller aux vestiaires : « *Je crains, a-t-il osé déclarer, qu'il n'y ait pas assez de flicage plutôt que trop* ».

Pour les roulements c'est la galère avec parfois des semaines de 8 ou 9 jours, des week-ends

supprimés, des horaires décalés, des gardes imposées qui ne seront plus payées en heures supplémentaires. Ce qui reviendrait sur l'année à une perte de près d'un mois de salaire. Quant aux périodes de récupération, c'est l'encadrement seul qui en décide, et tant pis pour ceux qui devront attendre leur tour.

Voilà de quoi provoquer et entretenir un mécontentement grandissant.

Correspondant LO

**Aventis
Romainville
(Seine-Saint-Denis)**

Le Centre de Production de Romainville, qui regroupe 223 salariés, a connu un mouvement de grève qui a duré quatre jours et exprimé le ras-le-bol des travailleurs.

Depuis la création du groupe Aventis, né de la fusion de HMR (Hoechst-Marion-Roussel) et de Rhône-Poulenc, la direction cherche à liquider le site de Romainville. Elle a notamment séparé la fabrication biochimique en créant, le 1^{er} janvier 2002, le CPR, devenu ainsi une société à part.

En Fabrication, la direction fait appel à des travailleurs intérimaires et prétend « geler

les postes pour d'éventuels reclassements »... qui ne se font jamais !

Dans ces conditions, il faut aller d'un poste à l'autre des ateliers, former les collègues intérimaires pour des salaires qui ne dépassent pas le salaire d'embauche, tandis que les bénéfices explosent et que la presse étale les revenus des stock-options des dirigeants du groupe, qui se placent parmi les plus hauts patrons français !

Alors, les ouvriers ont attrapé le coup de sang. Une équipe a commencé la grève dimanche 14 juillet au soir, suivie des autres le lundi matin.

Ils revendiquaient l'embauche des 24 intérimaires

du CPR (dont 13 dans les ateliers) et un rattrapage sur les salaires sous forme d'un talon de 100 euros par mois pour tous.

Le lundi matin, après une assemblée générale, le personnel s'est rendu en délégation dans le bureau du directeur qui refusa tout en bloc. Mais le lendemain, il lâchait quatre embauches d'intérimaires en CDI.

Le troisième jour, la direction faisait dire qu'elle ne paierait pas les congés à ceux qui ne reprendraient pas le travail (les premières équipes partaient en vacances le jeudi soir). Puis, elle annonçait qu'ils allaient être réquisition-

nés et que le départ de certains allait être retardé sous prétexte de mise en conformité des ateliers pour la reprise du travail après les congés. Le tout accompagné du même refrain : ils allaient couler la boîte. Il est vrai qu'avec ses flux tendus, la direction n'a pas de stock. Et du coup, en cas de grève, cela se retourne contre elle.

Finalement, la direction a lâché quatre embauches supplémentaires, une promesse d'augmentations individuelles à la rentrée, ainsi que le paiement de deux jours de grève !

Le quatrième jour, beau-coup, en vacances le soir même, étaient obligés de reprendre le travail au moins

trois quarts d'heure ou une heure en fin de poste pour ne pas être considérés grévistes durant leurs congés. Mais les autres décidaient de continuer la grève pour obtenir le paiement intégral des quatre jours de grève. Le soir, devant le refus de la direction, les grévistes restants décidaient de reprendre le travail.

Une grève comme ça, on n'en avait pas vu depuis des années. La direction n'en revient pas encore et n'avait qu'une peur, c'est que cette grève puisse contaminer les autres établissements.

Correspondant LO

Cherbourg

Vendredi 19 juillet se tenait à Cherbourg le procès d'Alain Hébert, secrétaire général de l'Union Locale CGT. Un gendarme maritime, membre du service d'ordre lors de la manifestation contre la fermeture de l'Hôpital Maritime le 26 juin dernier, avait porté plainte pour coups et blessures (voir LO n° 1772 et 1773).

Tout au long de la semaine, les soutiens ont continué d'affluer, portant le nombre de signataires à plus de 1 200. Parmi eux, des personnalités politiques, syndicales et associatives, mais aussi beaucoup de salariés de l'agglomération, de l'Arsenal ou d'ailleurs. Il faut dire que la fermeture de l'Hôpital Maritime décidée par le gouvernement Jospin est très mal passée auprès de la population. Et celle-ci tolère encore

moins que ceux qui protestent soient traduits devant la justice.

Alors vendredi, 700 manifestants s'étaient donné rendez-vous à proximité du tribunal. Des syndicalistes avaient fait le déplacement de Caen ou de Rouen. La plupart des entreprises du Cotentin étaient présentes, ne serait-ce que par l'intermédiaire d'une délégation. Dans bon nombre d'entre elles, des débrayages syndicaux étaient d'ailleurs prévus pour l'occasion.

Face à cela, les autorités ont mis en place un dispositif lourd de plusieurs dizaines de cars de CRS, équipés de barrières anti-émeutes. Le président du tribunal, quant à lui, refusait l'audience publique. Seuls dix représentants syndicaux étaient autorisés à entrer.

À l'extérieur, nous avons attendu plus de cinq heures la fin du procès. Et notre colère était perceptible à l'annonce de la peine requise par le substitut du procureur : six mois de prison, « éventuellement » avec sursis, et 3 000 euros d'amende.

Les arguments de la défense, pourtant fondés, qui faisait valoir que les militants CGT avaient été délibérément

pris pour cible par les gendarmes, n'ont pas été entendus. Seule a été retenue la version de ces derniers, au point que le juge a reproché à Alain Hébert son « manque d'humanité » (!). Dénier de justice d'autant plus grave qu'une condamnation entraînerait l'ouverture d'un casier judiciaire pour le syndicaliste, laissant les mains libres à l'État,

son patron par le biais de l'Arsenal, pour entamer une procédure de radiation de son emploi et de sa pension de retraite.

C'est pourquoi il nous faudra être nombreux jeudi 25 juillet à venir entendre le verdict, pour montrer notre solidarité et notre détermination dans le combat pour les libertés syndicales.

Leur société

Gens du voyage

Lors de la discussion, à l'Assemblée nationale, des projets du gouvernement sur la sécurité, les députés de la majorité ont envisagé de s'en prendre, encore un peu plus, aux gens du voyage.

C'était dans l'air depuis quelque temps. Le 10 juillet, Sarkozy se demandait pourquoi « l'on voit, dans certains campements, tant de si belles voitures alors qu'il y a si peu de gens qui travaillent ? ». Un député UMP surenchérisait en parlant des « caravanes puissamment tractées », source de « tous les soupçons », qui « nuisent à la tranquillité », voire « à la salubrité des riverains ».

Le 17 juillet, au cours du débat à l'Assemblée nationale sur le projet de loi pour la sécurité, les députés de droite ont repris la balle au bond, adoptant deux amendements concernant

LE RACISME DE LA DROITE

les gens du voyage. L'un préconise « des sanctions financières », voire « la confiscation des véhicules » à l'encontre des Tziganes qui « refusent de quitter une propriété privée ». L'autre, présenté par Christine Boutin, étend les compétences des fameux GIR (Groupes d'Intervention Régionaux, récemment créés par Sarkozy) aux Tsiganes, pour qu'ils soient dans la ligne de mire du fisc. Une manière de sous-entendre qu'ils sont forcément malhonnêtes. La charité chrétienne de Boutin s'arrête là où commencent ses préjugés.

Un autre député a, par ailleurs, déposé une proposition de loi tendant à faciliter l'expulsion des nomades en « stationnement illégal ».

Pourtant, s'il y a « stationnement illégal », ce n'est la plupart

du temps pas la faute des gens du voyage. Une loi datant de mai 1990 oblige en effet les communes de plus de 5 000 habitants à acquérir, aménager et entretenir des aires destinées aux nomades. Mais elle est loin d'être toujours respectée, et le manque d'espaces aménagés oblige souvent les familles à occuper des terrains non autorisés. Sans compter les communes qui refusent carrément de les accueillir.

Alors, si le gouvernement veut vraiment résoudre les problèmes posés par le stationnement des nomades, pourquoi n'impose-t-il pas aux communes d'appliquer la loi ? À commencer par la commune de Neuilly, où Sarkozy est maire.

Alexandre DANGEY

Au sommaire de Lutte de Classe n° 66

France

Président plébiscité, Chambre bleu horizon : la droite installée au pouvoir grâce à la gauche et à sa politique

États-Unis

La faillite d'Enron : « un tribut » à payer à la gloire du capitalisme

Inde - Pakistan

Six mois d'une « drôle de guerre » lourde de menaces pour les populations

Nigéria

Derrière la « démocratie » militaire du président Obasanjo

Italie

Le congrès de « Rifondazione comunista » : un « tournant à gauche » peut cacher un virage à droite

Tribune de la minorité

Après son revers des législatives : une politique pour l'extrême gauche

La Lutte de classe n° 66 est accompagnée d'un supplément spécial :

« Le premier tour des élections législatives - 9 juin 2002 »

Bourses

ET PLUS DURE SERA LA CHUTE

Cette semaine, après la déclaration de faillite de WorldCom, l'un des plus gros opérateurs téléphoniques, les autorités américaines ont, sans succès, tenté de ramener le calme à la Bourse de New York. Condamnant les fraudes comptables des entreprises, Bush est lui-même intervenu devant le Congrès pour qu'il prenne rapidement des mesures aptes à restaurer la « sécurité économique ».

Il n'empêche que Wall Street a continué de s'effondrer, tombant en dessous du plancher atteint au lendemain des attentats du 11 septembre dernier, pour retrouver ses niveaux de 1996. Au total, 7 700 milliards de dollars de capitalisation boursière sont partis en fumée depuis mars 2000, dont 3 100 milliards rien que depuis le début de l'année.

Et de Tokyo à Londres, en passant par Paris, les autres marchés boursiers suivent. En recul de plus de 20 % depuis le début du mois, le CAC 40, l'indice des



Panique chez les courtiers à la Bourse de Chicago, suite à la faillite de WorldCom.

valeurs à Paris, s'est établi à 3 150 le 22 juillet, contre plus de 6 900 en septembre 2 000, au plus haut de la phase spéculative.

Dans cette spirale à la baisse, que rien ne semble pouvoir arrêter, c'est à qui prononcera les propos les plus rassurants afin d'éviter qu'un vent de panique

n'aggrave la situation. Ainsi, le Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, s'est adressé aux boursicoteurs pour leur dire qu'ils devaient « garder confiance, l'économie européenne n'étant pas l'économie américaine ».

Après des années d'euphorie, où le cours des actions n'a cessé

de monter, et à des rythmes sans rapport avec la croissance réelle de l'économie mondiale, le balancier est reparti dans l'autre sens. Et même si certains prévisionnistes se plaisent encore à croire qu'on assiste à « la purge finale », plus personne ne se risque à prédire quand les marchés boursiers auront touché le fond ni quels

dégâts auront alors été occasionnés.

Certes, bon nombre des milliards de dollars ou d'euros que l'on dit s'être volatilisés n'étaient que pure fiction et n'avaient de valeur que tant que la confiance les soutenait. Ce système était fou, certes, mais il permit à de nombreuses entreprises de voir leurs profits gonfler, ce qui leur donnait la possibilité de réaliser massivement des acquisitions, ou encore de distribuer d'importants dividendes à leurs actionnaires. Or ce sont ces mêmes entreprises qui se retrouvent aujourd'hui dans une situation financière délicate. Au point que la chute des Bourses suscite une inquiétude croissante quant à l'avenir de certains groupes d'assurances ou bancaires, et plus généralement de certains groupes industriels.

Reste qu'après avoir payé les conséquences de la phase spéculative, par une dégradation de leurs conditions de travail et le blocage des salaires, les travailleurs risquent encore de faire les frais de la baisse, par des plans de restructuration et des licenciements en chaîne.

Roger MEYNIER

Scandales financiers, corruption, malversations

LE FONCTIONNEMENT NATUREL DU CAPITALISME

Les scandales financiers et les faillites qui se succèdent dans certaines multinationales ont accéléré la chute vertigineuse des grandes places boursières. En conséquence, un certain nombre de commentateurs et d'économistes commencent à s'inquiéter de la situation. Tous font semblant de découvrir avec une horreur feinte que des capitalistes seraient malhonnêtes ; et chacun y va de ses idées pour faire croire qu'il serait possible de « réformer le capitalisme » en le moralisant, ce qui, à les entendre, pourrait éviter les actuels soubresauts boursiers.

En réalité, ce qui est reproché à ceux dont les pratiques ont été mises à l'index, c'est simplement de ne pas avoir réussi et surtout d'entraîner dans leur chute d'autres capitalistes qui ne méritaient pas un tel sort. Car les commentateurs qui se lamentent n'ignorent évidemment pas que la fraude financière a toujours fait

partie de l'arsenal déployé par les capitalistes pour augmenter leurs profits. Les uns et les autres ont beau se désoler que « la criminalité comptable frappe l'économie de marché au cœur, dans son élément constitutif : la confiance », rien n'y fera. L'éthique du capitalisme, pour reprendre un terme à la mode, n'existe pas, n'en déplaise à ceux qui aujourd'hui veulent faire croire le contraire.

Le capitalisme, depuis sa naissance, ne s'est jamais embarrassé de telles questions. Sans remonter à l'édification des fortunes bourgeoises qui se sont faites sur l'expropriation de la paysannerie, l'exploitation féroce des classes ouvrières, la traite des Noirs ou le pillage des peuples coloniaux, toute l'histoire des grands empires industriels et banquiers a été jalonné de duperies, de mensonges, de coups fourrés...

Et dans la même veine, il faut une sacrée dose d'hypocrisie pour s'étonner que des capitalistes puissent corrompre des politiciens. Comme si cette corruption, des politiciens bien sûr, mais aussi des policiers, des magistrats, sans oublier les journalistes, n'avait pas toujours fait partie des pratiques parfaitement

courantes du capitalisme, et plus généralement de toutes les classes dominantes. Avoir dans sa manche qui un politicien, qui un magistrat ou un commissaire de police (qui plus est grassement rétribué) est un élément dans la concurrence que peuvent se livrer les capitalistes entre eux. Les plus importants disposent quant à eux du soutien direct de leur État d'une façon tout à fait légale et sans bourse délier.

Dans ce contexte, les solutions qui sont proposées aujourd'hui semblent non seulement dérisoires mais risibles. *Le Monde* a interrogé un certain nombre de chefs d'entreprise, banquiers et autres directeurs de cabinet d'audit, pour leur demander ce qu'il convenait de faire face à la montée de la « criminalité comptable ». C'est un peu comme si on allait interviewer des cambrioleurs pour leur demander comment à leur avis on pourrait renforcer la sécurité des coffres-forts.

Et comme on pouvait s'y attendre, ces messieurs commencent par brandir leur bonne foi et celle du capitalisme : « *Le discrédit jeté sur l'ensemble des entreprises est totalement infondé* », tient à préciser D. Kessler, n°2 du Medef. Et tous

insistent sur le fait qu'il faudrait plus de transparence et – encore une fois – plus d'éthique.

La transparence, la vraie, ce serait la levée des secrets commerciaux, industriels et bancaires ; ce serait la possibilité pour les salariés et toute la population d'aller vérifier et contrôler la comptabilité des entreprises et de leurs principaux actionnaires. Mais de telles mesures seraient une atteinte véritable au droit des capitalistes de spéculer à leur guise, ce qui est un des fondements du système et de la construction des empires industriels et financiers actuels.

Enfin, on ne peut qu'être choqué par la façon dont certains s'offusquent du caractère « immoral » des fraudes comptables. Ceux-là ne voyaient rien à redire à l'époque où de jeunes golden boys construisaient des fortunes mirifiques en quelques heures sur un coup de Bourse heureux. Rien à redire au fait que l'année dernière, dans un monde où la misère s'accroît de jour en jour, la fortune des 400 capitalistes les plus riches du monde ait augmenté de un mil-

liard de dollars par personne. Et leur morale souffre bien peu lorsque l'on jette à la rue des milliers de travailleurs, comme chez LU ou Marks & Spencer, pour atteindre les 15 % de rentabilité exigés par les actionnaires.

La morale des défenseurs du capitalisme est à géométrie variable. Faire des profits insensés en exploitant des millions de travailleurs, en pillant et étranglant les pays pauvres ; en laissant crever de misère des milliards d'êtres humains pour enrichir une poignée de profiteurs, tout cela ne leur semble pas immoral. Mais qu'un grand patron ne parvienne pas à se sortir d'une tourmente dont il est lui-même responsable, et que cela fasse baisser fortement les cours de la Bourse, et les voilà qui crient au scandale.

Moraliser le système, cela ne se peut. Tout au plus les laudateurs du capitalisme peuvent-ils adapter leur morale aux mœurs de cette société où gouvernent l'appât du gain, l'égoïsme et la dictature des plus forts.

Pierre VANDRILLE